

Si nous, Canadiens, éprouvons le moindre respect pour nous-mêmes, pour notre histoire et pour le droit des générations futures de la comprendre, nous devons garder nos archives dans un endroit convenable. Bref, si nous aimons vraiment notre patrie, nous devons trouver les moyens d'avoir un nouvel immeuble pour nos archives.

* * *

L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION DES OEUFS

LE REFUS D'ACCORDER UN QUOTA DE PRODUCTION AUX TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon importent des provinces du Sud plus d'un million de douzaines d'oeufs.

Mais qu'arrive-t-il quand des habitants de la région essaient d'établir leur propre industrie? Je vais vous le dire, monsieur le Président. L'Office canadien de commercialisation des oeufs, le cartel des oeufs du Sud, fait tout en son pouvoir pour étouffer leur initiative, en refusant notamment d'accorder un quota aux Territoires et en obtenant en outre des injonctions auprès des tribunaux pour empêcher le transport des oeufs produits sur les Territoires sur une route qui traverse une autre province, même si ces oeufs sont destinés à une autre région de ces Territoires.

Ces restrictions imposées au commerce et ces entraves à la liberté des Canadiens sont inadmissibles. L'Office canadien des commercialisation des oeufs est une insulte à la liberté et devrait être démantelé illico.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LA BROCHURE SUR L'IMMIGRATION—LA RÉCLAME SOLLICITANT DES FONDS POUR UN PARTI POLITIQUE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, les Canadiens ont appris aujourd'hui que des brochures publiées par le ministère des Approvisionnement et Services pour le ministère de l'Immigration contiendraient par erreur une réclame sollicitant des fonds pour le Parti conservateur de l'Ontario.

J'accepte l'explication fournie à la Chambre par la ministre, mais je demanderais à celle-ci de faire une déclaration après la période des questions afin d'assurer à tous les Canadiens, y compris les députés et en particulier le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke (M. Hopkins) et moi-même, qu'aucun exemplaire de ces brochures n'a été distribué à des candidats à l'immigration, ici même au Canada ou à l'étranger.

J'estime que la Chambre a droit à une telle explication de la part de la ministre et j'invite celle-ci à prendre quelques minutes après la période des questions pour faire pareille déclaration.

Article 21 du Règlement

• (1115)

LE PROGRAMME NOUVEAUX HORIZONS

LE TRAVAIL COMMUNAUTAIRE DU CLUB DES PLUS DE 50 ANS À ELGIN (NOUVEAU-BRUNSWICK)

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, j'ai eu le plaisir de visiter la petite localité d'Elgin du comté Albert, dans ma circonscription. Le village d'Elgin est reconnu pour son sirop d'érable et ses bleuets, mais aussi pour l'expérience de ses habitants. Je suis allé rencontrer un groupe de personnes qui appartiennent au Club des plus de 50 ans et leur remettre une subvention dans le cadre du programme Nouveaux Horizons afin qu'elles puissent poursuivre leur travail communautaire.

Les bons citoyens d'Elgin sont doués d'une dose extraordinaire de bon sens. Depuis mon retour à Ottawa, j'ai reçu une lettre d'eux, et je voudrais vous faire part des paroles de Florence Wall, présidente du Club des plus de 50 ans d'Elgin (Nouveau-Brunswick). Voici le texte de son dernier paragraphe:

Nous voulons vous remercier encore une fois et vous souhaiter, à vous et à votre parti, tout le succès que mérite l'excellent travail que vous accomplissez pour que le Canada demeure le pays que nous sommes tous fiers d'habiter.

* * *

LES PORTS

LA REMISE EN ÉTAT DES PORTS POUR PETITES EMBARCATIONS—LA NÉCESSITÉ D'AFFECTER DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur, dans sa confusion et sa maladresse, essaie de faire croire que les problèmes qu'il connaît sont la faute de l'opposition. C'est pourtant un fait que le cabinet n'est pas capable de fixer ses priorités.

Voilà plus de deux mois que le ministre des Pêches et Océans (M. Siddon) a soumis au cabinet ses propositions pour les ports pour petites embarcations et pour la deuxième phase de financement du programme de mise en valeur des salmonidés. Le cabinet n'a pas encore pris de décision. Pendant ce temps, les ports continuent à se détériorer. Selon le ministère il faudrait 120 millions pour les remettre en état. Pour cette année, l'affectation est de 48 millions. Si la situation se prolonge, selon des responsables, des dizaines de petites localités vont perdre leurs installations portuaires au cours des prochaines années.

Lors des élections de 1984, les conservateurs promettaient de financer convenablement le programme de mise en valeur des salmonidés. Pour faciliter ce financement ils ont relevé les droits des permis de pêche, mais le programme est maintenant bloqué au cabinet.